

Publié le 13 décembre 2011 à 16h01 | Mis à jour le 13 décembre 2011 à 16h01

La CAQ propose la «résignation nationale», dit Guy Bertrand

[Pierre Asselin](#)

Le Soleil

(Québec) François Legault et son parti proposent rien de moins que la «résignation nationale», a soutenu mardi l'avocat Guy Bertrand, au lancement de son livre *Projet Liberté-Nation*, qu'il présente comme son testament politique.

«Je suis triste devant ce qu'il nous propose. En 1985, quand j'étais candidat au leadership du Parti québécois, j'ai combattu le concept d'affirmation nationale de Pierre-Marc Johnson. Mais proposer de mettre la question nationale en veilleuse pour 10 ans, comme M. Legault le demande, c'est la résignation nationale. Il considère que son peuple n'est pas assez adulte pour contrôler l'ensemble du budget et de l'assiette fiscale. L'histoire va le juger sévèrement.»

Selon lui, le virage à droite préconisé par la Coalition avenir Québec (CAQ) est dépassé. «L'État va devoir reprendre en mains ses pouvoirs pour s'occuper de l'ensemble de la société, et encore plus au Québec, où ça coûtera toujours plus cher à l'État québécois de vivre en français dans un monde anglophone.»

Il critique par ailleurs son projet d'abolir les commissions scolaires. «Il ne pourra pas abolir les commissions scolaires anglophones. Il va y avoir tout un débat constitutionnel avec Ottawa, et qu'est-ce qu'il va faire avec tous ses fédéralistes et ses souverainistes couchés dans un même lit?»

Fédéralisme au Québec

Pourtant, cette mobilisation des fédéralistes, c'est justement ce que propose M. Bertrand dans son projet de Liberté-Nation. Et le seul véhicule capable d'atteindre cet objectif, selon lui, ce n'est pas le Parti québécois, mais bien le Parti libéral du Québec (PLQ)...

«On ne peut rien faire sans un consensus, et ça requiert une partie de la clientèle fédéraliste. Le PLQ est le mieux placé pour le faire.»

Dans son livre, Guy Bertrand évoque, ni plus ni moins, la création d'un fédéralisme québécois, où chaque région délimitée par les 21 conférences régionales des élus (CRE) deviendrait un État. «La constitution de notre pays viendra fédérer les États régionaux à l'avantage de tous», écrit-il.

Il décrit ce pays comme les «États-Unis de l'Amérique française» ou les «États-Unis du Canada français». Pourquoi passer par les régions?

«C'est fini pour l'indépendance, constate-t-il, à moins que les régions prennent ça en mains. Il faut que ça vienne de la base, des régions. Les CRE doivent passer une résolution disant : on veut l'indépendance du Québec, mais vous allez nous céder les pouvoirs pour qu'on forme des États autonomes avec un vrai gouvernement qui gèrera nos routes, l'éducation, la santé, la justice, les ressources naturelles.»

Ce que le peuple n'aime pas, poursuit-il, «c'est la chicane». Mais la marche à suivre élaborée dans son ouvrage s'annonce pour le moins fertile en conflits, puisqu'il prévoit, entre autres, «la suspension des activités des partis indépendantistes pour créer le Parti Liberté-Nation».

Partager

Recommander 8

Tweeter 5

1

publicité

